

*Huile et pétrole*

Je soutiens, et je ne pense pas manquer de bon sens, qu'en 1983, le pétrole sera plus coûteux qu'actuellement. En dépit des meilleures intentions des gouvernements et des établissements bancaires, les pays de l'OPEP ont au moins appris une chose. C'est qu'ils ont un pouvoir et ils vont l'exercer.

Je me souviens du voyage que le chef du parti libéral d'Alberta a fait en Israël au printemps dernier. Il semble en effet que ces voyages soient à la mode, monsieur l'Orateur. Il est revenu et a dit aux Albertains de ne pas se tracasser parce que le gouvernement fédéral avait fixé le prix à \$6.50. Ce n'était pas un chiffre particulièrement bas, a-t-il dit, parce que, en octobre 1974, le pétrole se vendrait à \$6 le baril dans le monde entier. Les pays de l'OPEP allaient en effet diminuer leur prix sur le marché mondial. Nous n'avions pas à nous inquiéter, d'après lui, parce que le gouvernement fédéral avait fait preuve de prudence et de sagesse en établissant le plafond du pétrole canadien à \$6.

Le mois d'octobre est maintenant loin et, en toute justice, je pense que même les spécialistes seraient d'accord pour dire que l'OPEP ne va pas diminuer les prix du pétrole. A ce sujet, il est intéressant de mentionner la découverte récente d'un gisement de pétrole particulièrement important au Mexique. Le président Ford y est allé et a voulu se mettre au tu et à toi avec les Mexicains parce qu'ils ont de nouvelles ressources naturelles et de nouvelles richesses. C'était un hommage à leur prospérité, et il espérait qu'ils apprécieraient la grandeur des États-Unis. Les Mexicains n'ont pas manqué aux règles de l'hospitalité, ils ont bien reçu le président Ford, mais, avant son départ, ils lui ont fait comprendre très clairement qu'il ne devait pas compter sur les richesses de leur pétrole, qu'ils avaient l'intention de se joindre à l'OPEP dès que le nouveau gisement serait en exploitation.

Que signifie tout cela pour un Canadien averti? A mon avis, cela veut dire que les pays de l'OPEP connaissent leur pouvoir et qu'ils veulent l'exercer. Que cela nous plaise ou non, ces pays fixeront le prix du pétrole selon leur bon vouloir. Je n'aime pas cela, mais j'ai le bon sens de comprendre que c'est un fait. Je souhaite que la plupart des députés en arrivent objectivement à la même conclusion. Trêve de chauvinisme et comprenons que l'OPEP est puissante.

Quelles sont les meilleures mesures pour assurer aux Canadiens un abondant approvisionnement de pétrole après 1983? Grâce au bill à l'étude, nous contrôlerons les prix, l'offre et la production. L'établissement du prix est en grande partie lié au contrôle de l'offre. Pour moi, il est clair, et j'espère que c'est la même chose pour tous les députés, que le pétrole est un produit international. C'est ainsi, que je le veuille ou non. Il nous faut davantage prospecter au Canada, car nous devons nous disputer les dollars avec tous les autres pays pétroliers.

● (2020)

Les États-Unis importent 6, 7 ou 8 p. 100, tout au plus, de ce qu'ils consomment. Ils ne veulent pas dépendre des Arabes. Alors, on dépense des sommes énormes pour encourager les sociétés pétrolières internationales à consacrer des fonds considérables dans ce pays pour le rendre plus autonome face aux pays de l'OPEP. Mais nous nous restons tranquillement assis à notre place en croyant que d'ici 1983 quelque miracle du ciel nous évitera de dépendre de l'OPEP. Le ciel ne nous exaucera peut-être pas. Après 1983, nous serons peut-être asservis au pays de l'OPEP comme les États-Unis le sont actuellement.

[M. Horner.]

En quoi n'imitons-nous pas les États-Unis? Il ne s'agit pas de savoir si l'on aime ou non les États-Unis. Les États-Unis font tout pour encourager la prospection. Qu'avons-nous fait? A peu près le contraire. Nous avons tout fait pour décourager l'exploration, ce qui était la pire chose à faire.

Il y a quelques mois, un article de journal alléguait que le Texas était à sec et qu'il ne servait plus à rien de prospecter dans cet État. Aujourd'hui, au Texas, quelque 900 installations de forage sont en place pour chercher du pétrole et du gaz. Il faut se creuser les méninges pour savoir d'où viennent ces 900 installations. Il y a peut-être 50 de ces appareils qui viennent du Canada et il y en a peut-être 25 qui appartiennent à des Canadiens. Pourquoi sont-ils passé d'un pays à l'autre? Pensions-nous avoir suffisamment de réserves et que nous n'avions pas à nous inquiéter? Peut-être est-ce parce que le pétrole et l'énergie sont des produits internationaux et qu'on ne croyait pas pouvoir traiter avantageusement avec le Canada.

Que moi, le gouvernement ou le peuple canadien le voulions ou non, des fonds canadiens sont sortis du Canada pour servir à la recherche d'énergie et de pétrole dans la mer du Nord, aux États-Unis et au Moyen-Orient. Ces fonds ne sont pas restés au Canada. Je ne parle pas des sociétés pétrolières multinationales qui doivent alléger à une filiale de quelque autre pays. Je parle de fonds canadiens qui ont quitté le Canada pour servir à la prospection dans la mer du Nord, en Indonésie et aux États-Unis.

Il faut nous rendre à l'évidence: le pétrole, le gaz et les autres formes d'énergie sont des produits internationaux. Je me suis déjà opposé pendant des années à la philosophie du crédit social dans la province d'Alberta. J'ai dit que cela pourrait peut-être marcher si nous nous isolions complètement du reste du monde. Je crois qu'on s'accorde généralement à dire que c'est impossible, même si on le souhaitait de tout cœur. C'est certainement impossible en ce qui concerne ces produits. Reconnaissons les faits essentiels, à l'égard de la loi actuellement à l'étude.

Je recommanderais qu'on laisse tomber tout simplement le projet de loi, mais si on doit l'appliquer il faut s'assurer que l'industrie le comprend parfaitement bien. Que les purs croient ou non à l'idée des offices de commercialisation, l'offre sera finalement déterminée par le prix. Nous n'aimons pas cette idée, monsieur l'Orateur, ni vous, ni moi, ni les membres de la Chambre, mais c'est la vie.

Que faire alors? On peut toujours dire que ce n'est pas nécessairement le prix seul qui déterminera l'approvisionnement du Canada. On pourrait dire que, grâce aux sables bitumineux et aux réserves connues, nous pourrions approvisionner le Canada en pétrole à partir de 1983 environ; mais alors il faudrait un prix qui, sans être nécessairement égal à celui des marchés internationaux, dépasse du moins les frais d'exploitation des sables bitumineux.

En d'autres termes, je ne m'opposerais pas à ce qu'un parti politique quelconque décide qu'en raison de nos réserves, les Canadiens doivent pouvoir acheter les produits pétroliers à des prix inférieurs au cours international. Le prix intérieur devrait être établi en fonction de notre désir de pouvoir toujours subvenir à nos besoins en matière d'énergie. Je pense que tous les Canadiens doivent être d'accord là-dessus et se dire que, puisque nous possédons des réserves connues, il ne faut pas être esclaves des Arabes du Moyen-Orient. Faisons le nécessaire pour ne jamais nous retrouver dans la situation des États-Unis, en nous exposant à devoir chercher ailleurs 7 p. 100 de notre